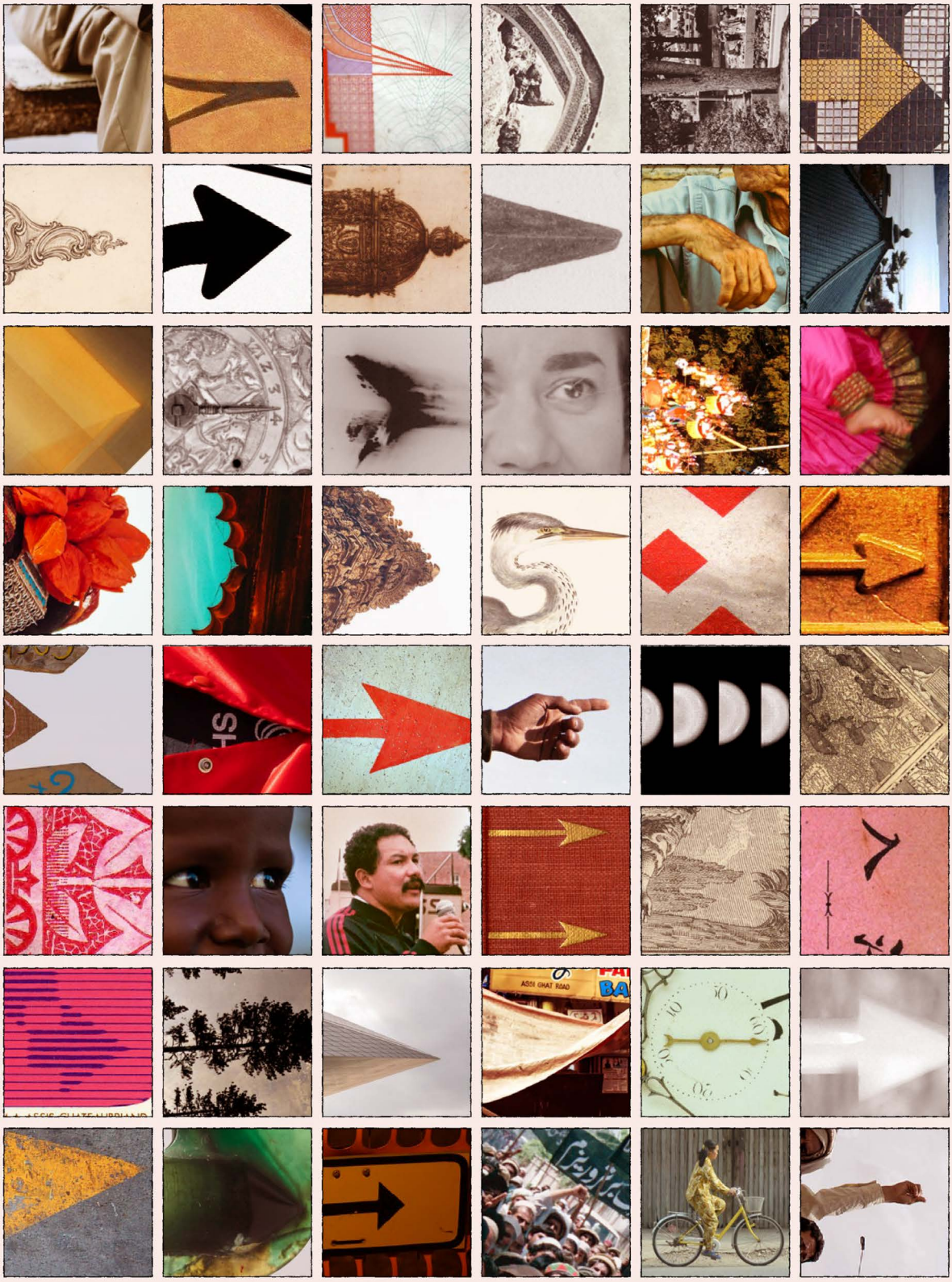
Sortie de crises. ⟶ Avançons vers la relance juste.



Rapport Annuel 2019-2020 ⟶ Alternatives

Sommaire

1 **Notre mission, nos actions de solidarité**
2 **Mot de la présidence**
4 **Mot de la directrice générale par intérim**
6 **Droits, dignité et justice sociale**
11 **Paix, démocratie et citoyenneté**
12 **Justice climatique et écologie**
15 **Nos expertises**
18 **Le travail en réseau : au coeur de notre approche**
19 **Conférences organisées par Alternatives**
20 **Rapport financier 2019-2020**
22 **CA, équipe, bénévoles et stagiaires**

Graphisme de la couverture et quatrième de couverture : Alex Bédard
Photos : Myriam Cloutier
Publication : Novembre 2020

Notre mission

Alternatives est une organisation de solidarité internationale qui œuvre pour la justice et les droits économiques, sociaux, politiques, civils, culturels et environnementaux, au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. Notre action repose sur des partenariats solidaires établis avec des organisations du Sud et du Nord, où règnent la réciprocité, l'interaction et la coaction. Nous avons toujours envisagé la solidarité dans une perspective de construction, et davantage de co-construction. Nous croyons que nos partenariats sont à la fois l'origine et la force motrice du processus de changement social. Dans notre action au Québec, nous poursuivons également un travail d'éducation et de sensibilisation à partir d'une même vision de transformation sociale, qui se situe dans le prolongement de toute action en solidarité internationale.

Nos actions de solidarité

L'année 2019-2020 a été marquée par des mobilisations populaires partout dans le monde et a vu l'émergence de nouvelles formes de contestation portées surtout par des jeunes et des femmes appelant à la justice sociale et climatique, au respect des droits, à la démocratie et à la dignité.
Afin de soutenir ces luttes, nous avons consolidé nos alliances avec des mouvements et des associations de femmes, des organisations de droits de la personne ainsi que d'autres secteurs de la société civile dans plus d'une quinzaine de pays et avons ouvert la voie à de nouveaux partenariats. Au moyen d'actions de solidarité nationales et internationales, nous avons ainsi avancé vers l'atteinte de nos résultats autour des trois champs d'action qui avaient été définis en 2016 dans le cadre de notre planification stratégique :

→ Les droits, la dignité et la justice sociale ;
→ La justice climatique et l'écologie ;
→ La paix, la démocratie et la citoyenneté.

POUR DEVENIR MEMBRE
alternatives.ca/devenir-membre

Mot de la présidence

Cher·e·s membres et allié·e·s

Au cours de la dernière année, nous avons vu le déploiement de grands mouvements sociaux et l'intensification d'actions collectives contestataires partout dans le monde. De l'Amérique latine à l'Afrique et l'Asie, des millions de femmes, d'hommes et de jeunes sont descendu·e·s dans les rues pour porter leurs revendications dans l'espace public avec l'espoir de changer des systèmes qui perpétuent les inégalités socioéconomiques et politiques, continuent de violer les droits et menacent nos écosystèmes.

C'est au moyen d'initiatives concrètes que nous avons cherché à appuyer ces mouvements et à créer de nouvelles solidarités porteuses d'un monde plus juste. Au Honduras, nous avons travaillé avec la FOTSSIEH pour renforcer l'autonomisation des travailleuses du secteur informel, et en Tunisie, nous avons appuyé les efforts du Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) dans la création d'une coopérative d'anciennes ouvrières du secteur textile. Avec Al Alag, notre partenaire du Soudan, nous avons lancé un projet novateur pour mieux prévenir la violence faite aux femmes journalistes. Notre soutien aux féminismes, dans toute leur pluralité, a toujours été et restera une pierre angulaire de notre action.

Afin d'amplifier les luttes menées dans le Sud global et d'articuler des solidarités directes entre le Sud et le Nord, nous avons aussi soutenu l'initiative de la Convergence des luttes des Suds, un collectif qui réunit des militant·e·s issu·e·s de divers horizons et pays et qui a organisé de nombreuses rencontres et activités d'éducation et de mobilisation. C'est dans cette dynamique croisée entre les luttes et les solidarités d'ici et d'ailleurs que s'inscrit notre action depuis 1994.

Devant la montée de l'intolérance, de la droite identitaire, de la xénophobie et de l'islamophobie, nous avons également, au cours de la dernière année, cherché à manifester notre solidarité envers les victimes de racisme, de violence et de discrimination, et à nous situer en tant qu'allié·e·s des luttes et des revendications menées par les personnes racisées et les peuples autochtones pour la défense de leurs droits. En ce sens, la création d'un observatoire des inégalités raciales au Québec, qui verra le jour en 2021, représente une étape concrète pour s'attaquer au problème du racisme systémique.

En mars 2020, la crise sanitaire qui a secoué le monde entier et les besoins exprimés par l'équipe de syndiqué·e·s nous ont forcé·e·s à nouer un dialogue avec le syndicat d'Alternatives et à entamer un processus de restructuration qui a mené notamment à la création d'une nouvelle équipe de direction. Nous abordons ces changements avec enthousiasme puisqu'ils constituent une véritable occasion, tant pour l'organisation que pour les employé·e·s et le conseil d'administration, de nous engager dans cette relance avec encore plus de cohérence et de force.

Nous souhaitons par ailleurs souligner le départ en septembre dernier de Michel Lambert, qui a été à la direction générale d'Alternatives depuis 2009. Nous saluons son importante contribution dans l'avancement de la mission de l'organisation et nous lui souhaitons tout le succès pour sa future carrière.

La prochaine année sera charnière. Entre deux plans stratégiques, ce sera l'occasion de définir le rôle d'Alternatives dans cette relance qui, nous l'espérons, sera porteuse d'un monde plus juste, digne et respectueux de notre environnement.

Nous vous invitons donc à entreprendre avec nous un processus participatif et mobilisateur qui nous permettra de faire le bilan de la trajectoire parcourue depuis le début du plan quinquennal en 2016 et de revoir nos stratégies pour mieux soutenir la convergence des luttes pour la justice sociale et climatique, les droits, l'équité, la dignité et la démocratie.

En solidarité,

Safa Chebbi et Pierre-Luc Bouchard

Co-Président·e·s

Mot de la directrice générale par intérim

Chères et chers membres d'Alternatives, partenaires et inestimables allié·e·s,

En mars dernier, l'annonce de la pandémie et des mesures de confinement ont laissé en plan les célébrations des 25 années d'Alternatives et nous ont plongé·e·s dans une période remplie d'incertitudes.

Le 12 mars 2020, et pendant les jours et les semaines qui ont suivi, nous avons vu la résilience des travailleuses et des travailleurs de première ligne et de tous ces réseaux de solidarité qui n'ont pas tardé à se mettre en place afin de pallier les faiblesses et les distorsions de la logique néolibérale et des politiques d'austérité.

Comme une avalanche, la pandémie a chamboulé nos certitudes et nos façons de faire et nous a obligé·e·s à prendre conscience de nos privilèges, jusqu'à opérer une cassure dans le temps, divisant le monde d'avant de celui d'après. À nos soucis quotidiens se sont ajoutées de nouvelles inquiétudes sur la santé des proches et sur les réalités très personnelles de nos propres confinements.

Jusqu'à cette crise planétaire, nous avions témoigné de l'effervescence des protestations portées par une jeunesse qui osait rêver d'un monde plus juste, plus égalitaire et écologique. En 2019, tandis que des millions de personnes de New Delhi à Santiago du Chili manifestaient contre les injustices de tout ordre, les pouvoirs autoritaires, le fascisme et la corruption, et que d'autres, partout sur la planète, appelaient à la grève pour le climat, nous avions vu s'ouvrir une fenêtre de possibles.

Au moyen d'initiatives à la fois modestes et ambitieuses, nous avons cherché à appuyer plusieurs de ces luttes : celles des organisations féministes d'Irak et du Liban, de jeunes défenseur·e·s des droits de la personne au Yémen et au Soudan, des travailleuses du secteur de l'économie informelle au Honduras ou encore des habitant·e·s de Cerro Navia, commune pauvre de la capitale du Chili. Au Québec aussi, nous avons soutenu le leadership de jeunes autochtones et allochtones dans le mouvement pour la justice climatique, qui ont ensuite ouvert la marche historique du climat le 27 septembre 2019 à Montréal, en compagnie de Greta Thunberg.

La COVID-19 venue, nous avons eu l'impression de laisser toutes ces luttes en suspens, même si les causes restaient là, profondes et structurelles.

Il nous a fallu un certain temps pour composer avec les contingences de cette crise, rapatrier près d'une vingtaine de stagiaires qui venaient de commencer leur mandat auprès de nos partenaires, apprendre à naviguer la nouvelle réalité virtuelle et les pièges du télétravail et adapter nos pratiques et nos modes d'action. Autour de nous, malgré les contraintes et l'incertitude, les voix dissidentes et les mouvements sociaux ont tranquillement repris le terrain pour y déverser une colère qui ne se contenait plus.

Nous avons sûrement raison de craindre pour l'avenir. Dans une grande partie du monde, la montée des fascismes, des régimes autoritaires, la répression policière et de pratiques plus répressives continue d'éroder les droits de populations déjà vulnérabilisées et menace l'espace démocratique. Par la même occasion, plusieurs États profitent de la pandémie pour justifier l'extension des pouvoirs de surveillance et le recours à des dispositifs technologiques plus intrusifs, ce qui compromet les droits de la personne sur les plateformes numériques. Qui plus est, la crise sanitaire nous rappelle combien sont béantes les failles

d'un système capitaliste qui ne fait que creuser des inégalités endémiques et fragiliser nos écosystèmes.

Je suis arrivée à Alternatives d'abord comme stagiaire il y a maintenant vingt-cinq ans. Pendant toutes ces années, nous avons été témoins des hauts et des bas du secteur de la solidarité internationale qui n'ont pas été sans conséquence sur la santé de l'organisation, sur ses ressources et sur sa capacité d'agir. Mais nous avons aussi constaté que les grands élans de solidarité, les mobilisations et les actions collectives sont capables d'infléchir le cours des événements. Depuis 1994, en partenariat et en coalition avec des militantes et des militants, des mouvements populaires et des associations du Sud global et du Nord global, nous avons contribué à dessiner les horizons d'un autre monde possible, loin des replis identitaires et de la logique néolibérale.

La pandémie est peut-être l'occasion d'imaginer de nouvelles solidarités et de repenser les fondements mêmes de notre système. Au Chili, par exemple, devant l'ampleur de la crise sanitaire et économique, des réseaux d'entraide ont vu le jour autour d'initiatives citoyennes, notamment les cuisines collectives — les Ollas comunes — qui distribuent chaque jour des milliers de repas aux habitant·e·s les plus démuni·e·s. Puis, le 25 octobre dernier, la victoire en faveur d'une nouvelle Constitution a propulsé le pays vers un avenir plus prometteur.

Il est clair que les défis qui nous attendent sont immenses, mais ils ne sont pas insurmontables.

C'est dans cet esprit que j'assume la direction par intérim pendant cette nouvelle étape de l'histoire d'Alternatives, encouragée surtout de me savoir entourée d'un conseil d'administration, de bénévoles, de stagiaires et d'une équipe d'employé·e·s dynamiques et dévoué·e·s, et bien sûr de tous les partenaires qui portent ces luttes et ces changements.

Cette année nous permettra aussi de lancer deux initiatives importantes aujourd'hui : un laboratoire sur les droits en ligne et les technologies alternatives, ainsi qu'un observatoire des inégalités raciales au Québec.

Tandis que la relance est sur toutes les lèvres, le temps est venu de réfléchir ensemble — membres, partenaires et allié·e·s — au monde que nous souhaitons construire, ainsi qu'à la façon d'y parvenir et de rendre pérennes nos actions.

Prenez bien soin de vous.

En solidarité,

Catherine Pappas
Directrice générale par intérim

DROITS, DIGNITÉ ET JUSTICE SOCIALE

Depuis 1994, nous cultivons des partenariats riches et variés pour soutenir les capacités de femmes et d'hommes à faire avancer leurs droits, ceux de leurs communautés et ceux des groupes les plus vulnérables de leurs sociétés.

Ce travail sur les droits s'inscrit dans une préoccupation plus vaste qui englobe la dignité, la justice sociale et la solidarité. Ainsi, nous apportons un soutien à des associations, des réseaux et des mouvements sociaux qui mettent de l'avant l'égalité entre les femmes et les hommes, l'accès à une éducation de qualité et à un travail décent, la souveraineté alimentaire, les droits économiques et sociaux, ainsi que le respect des droits collectifs et du bien commun.

Cette année, nous avons poursuivi notre travail autour de cet enjeu avec nos partenaires du Honduras, de Haïti, du Maghreb et du Machrek, mais aussi avec nos allié·e·s ici au Québec.

AUTONOMISATION DES TRAVAILLEUSES DE L'INFORMEL AU HONDURAS

À l'automne 2019, en partenariat avec la Federación de Organizaciones de Trabajadores y Trabajadoras del Sector Social de la Economía de Honduras (FOTSSIEH), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et l'organisation syndicale du Pays basque (Euskal Sindikatua — ELA), nous avons lancé un nouveau projet qui vise l'autonomisation de quelque 3000 femmes et filles engagées dans le secteur de l'économie informelle du Honduras.

Financée par Affaires mondiales Canada (AMC) et le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) du Québec, cette initiative comprend plusieurs composantes, notamment un programme de formation qui vise à mieux outiller les travailleuses de l'économie informelle, l'instauration d'un dialogue social large et inclusif afin de favoriser l'amélioration des conditions de vie pour les travailleuses de l'informel, et la création d'un centre de soutien pour les femmes victimes de violence.
Les premiers mois de la mise en œuvre du projet ont été consacrés à la mise sur pied d'une équipe multidisciplinaire pour la réalisation du projet, au développement d'outils de gestion et de suivi et évaluation, à la consolidation de liens de solidarité entre les partenaires et d'autres organisations syndicales du Québec et d'Amérique latine, ainsi qu'à la conception du centre pour les femmes victimes de violence. L'inauguration en novembre 2020 d'un centre de services juridiques et psychologiques pour les femmes et les filles victimes de violence à San Pedro Sula, le Centro de Atención Integral para la Mujer Emprendedora (CAIME), marque une étape importante du projet.

En raison de la pandémie et des mesures de confinement qui ont forcé plusieurs travailleuses du secteur informel à interrompre leurs activités économiques, Alternatives et la FOTSSIEH ont adapté certains éléments du projet afin de mieux répondre aux besoins urgents de la population et réactiver l'économie du secteur informel au vu de la nouvelle situation introduite par la crise sanitaire.

La FOTSSIEH a été fondée en 2001 au sein de la Confederación Unitaria de Trabajadores (CUTH) pour représenter les marchand·e·s de rues et dans les marchés publics, améliorer leurs conditions et favoriser leurs interactions avec les pouvoirs publics, notamment à l'échelle municipale. Aujourd'hui, l'organisation regroupe 42 associations dans les 18 départements du pays et compte quelque 48 000 membres. Environ 80 % de ses membres sont des femmes. En plus des marchand·e·s, la FOTSSIEH représente aussi d'autres secteurs de l'économie informelle, y compris des travailleuses et des travailleurs de l'agriculture à petite échelle.

SOUTIEN À LA SANTÉ NUTRITIONNELLE DES ENFANTS DE PORT-AU-PRINCE

Haïti est le plus pauvre des pays de la région (60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté), mais aussi l'un des plus inégalitaires. Depuis le mois de juillet 2018, la contestation sociale s'amplifie pour dénoncer une corruption endémique et la détérioration des conditions de vie d'une population confrontée à l'insécurité alimentaire et l'absence d'accès aux services de base. Aujourd'hui, près de 22 % des enfants souffrent de malnutrition chronique, un problème aggravé par les catastrophes climatiques, dont l'Ouragan Mathew en 2016.

Nous travaillons avec l'Association pour la promotion de la santé intégrale de la famille (Aprosifa) depuis 2008 pour mettre en œuvre des initiatives fondées sur une approche globale de la santé et de l'environnement, en ciblant les groupes les plus vulnérables des quartiers pauvres de Port-au-Prince, notamment Carrefour-Feuilles et les environs. Les réalisations comptent notamment plusieurs jardins familiaux et collectifs, un centre de lutte contre la dénutrition infantile, des initiatives de soutien à la santé maternelle, un partenariat avec la Mairie de Port-au-Prince pour créer huit jardins scolaires et approvisionner les cantines des écoles partenaires en aliments frais et nutritifs, des programmes de revitalisation des marchés urbains, ainsi que des activités de soutien aux marchandes de Dalles afin de favoriser une meilleure prise en charge des problèmes liés à la santé et à l'environnement dans le quartier.

En 2019-2020, nous avons soutenu la création d'un centre pour la récupération nutritionnelle des enfants souffrant de dénutrition chronique dans le quartier de Carrefour-Feuilles, à Port-au-Prince. Financé par le MRIF, ce programme a fourni un apport nutritionnel à quelque 700 enfants en bas âge (0 à 5 ans), a assuré un suivi auprès de 500 mères au moyen d'activités de formation sur la nutrition des enfants, l'agriculture de proximité et l'art-thérapie, et a accompagné la création de potagers communautaires. Ce programme a également contribué aux frais de fonctionnement de la clinique en santé communautaire dirigée par l'Aprosifa.

LES FÉMINISMES AU COEUR DE NOTRE ACTION

Depuis nos débuts, nous sommes engagé·e·s dans les luttes pour l'égalité entre les femmes et les hommes, l'équité et la justice des genres en partenariat avec des militantes et des militants qui reflètent la richesse et la diversité des luttes féministes.

Nous considérons les mouvements féministes comme porteurs de changement social. C'est pourquoi notre action s'inscrit essentiellement dans la continuité de leur travail et de sa portée politique. Nous reconnaissons également que ces mouvements sont profondément ancrés dans des réalités économiques, sociales, culturelles et politiques qui concourent à leur définition et à leur spécificité.

Au fil des années, nous avons construit nos partenariats dans la durée et la réciprocité et en respect avec la spécificité des mouvements et de leurs luttes. Notre approche se veut inclusive et aspire à faire émerger de nouvelles pratiques d'un féminisme décolonisé. Nos années de solidarité avec des femmes d'ici et d'ailleurs nous ont montré combien la richesse et l'inventivité des mouvements féministes donnent lieu à de multiples formes de résistance.

NOS ACTIONS DE SOLIDARITÉ DANS LA RÉGION DU MAGHREB

Depuis maintenant vingt-six ans, nous travaillons avec nos partenaires dans la région du Maghreb et du Machrek pour outiller les défenseures et des défenseurs de droits de la personne, promouvoir et protéger les droits des groupes marginalisés, lutter contre la violence faite aux femmes, aux filles et aux minorités sexuelles, soutenir les mouvements pour la justice sociale et économique et amplifier les voix plurielles de la société civile.

Dans la dernière année, nous avons continué de soutenir plusieurs associations féministes, des groupes de journalistes et d'autres femmes et hommes qui militent pour l'égalité des genres et les droits sociaux, civils, politiques et culturels.

Au Soudan, au mois d'août 2019, un accord historique de partage de pouvoir, signé entre le Conseil militaire de transition et l'opposition représentée par la vaste coalition Les Forces pour la liberté et le changement, ravivait l'espoir de sortir le pays de l'autoritarisme, des clivages politiques et des conflits.

Le 1er octobre 2019, la révolution « Tishreen » éclatait en Irak, principalement à Bagdad et dans les villes de Bassora, Najaf, Nasriyeh et Diwaniy. Porté par des jeunes, des travailleuses et des travailleurs précaires et surtout des femmes, ce mouvement réclamait la dignité, des emplois et des services publics améliorés (notamment l'eau et l'électricité) et une profonde refonte des structures du gouvernement.

Nos actions de solidarité visent à fournir un soutien à plusieurs de ces luttes.

SOUTENIR LES FEMMES JOURNALISTES ET DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS

En 2019-2020, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre projet régional intitulé Soutenir les femmes journalistes et les défenseures des droits humains au Yémen, en Irak, au Soudan, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Financée par la Commission européenne, cette initiative est menée avec quatre partenaires de la région : au Yémen, le Cultural Media Centre (CMC – Centre des médias culturels); en Irak, le Iraqi Women Journalist's Forum (IWJF – Forum Irakien des Femmes Journalistes); au Soudan, Al Alag Center for Press Services (Centre de service de presse Al Alag); et en Palestine, le Teacher Creativity Center (TCC – Centre de créativité des enseignants).

Jusqu'ici, plus de 500 femmes journalistes et autres défenseures des droits de la personne ont été formées sur plusieurs thématiques, dont la sécurité numérique, le traitement de données et la littératie médiatique. Plusieurs d'entre elles ont également pris part à des formations et des consultations menées dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'Homme. Par ailleurs, un fonds de petits projets a permis à quinze associations dirigées par des femmes journalistes dans les trois pays à mettre en œuvre des initiatives porteuses de justice sociale.

Plusieurs journalistes du Soudan impliquées avec Al Alag ont participé activement au soulèvement populaire qui a mené au renversement de la dictature et à la mise en place d'un gouvernement de transition. En Irak, des membres d'IWJF ont également pris part aux mouvements populaires et pacifiques appelant pour un Irak pluraliste et démocratique.

La pandémie de la COVID-19 a considérablement affecté le fonctionnement de toutes les organisations partenaires et de nombreuses activités ont été transférées en ligne. Au moment de la rédaction de ce rapport, les choses sont encore loin d'être claires quant à la pérennité du projet; comme ailleurs, plusieurs avancées de la société civile de la région sont menacées par la crise sanitaire et ses conséquences.

LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES JOURNALISTES

Le Soudan est l'un des pays où la violence contre les femmes journalistes est la plus intense. En 2018, le Soudan figurait au 174e rang au classement mondial de la liberté de la presse 2019 de Reporters sans frontières, parmi les 180 pays passés en revue. Pendant des décennies, le régime précédent avait gravement réprimé la liberté d'opinion et d'expression et, dans de nombreux cas, avait eu recours à différentes formes de violence et de manœuvres de harcèlement à l'égard des journalistes, surtout les femmes déjà aux prises avec les restrictions d'une société fortement patriarcale.

En décembre 2019, nous avons lancé une nouvelle initiative financée par le Fonds pour l'innovation et la transformation (FIT) qui fournira aux organisations de femmes journalistes au Soudan des outils de collecte et d'analyse d'information afin de renforcer les stratégies de prévention de la violence.

L'initiative s'articule autour de deux principales composantes : un outil de dénonciation qui émet des alertes concernant des actes de violence perpétrés contre des femmes journalistes ainsi qu'un questionnaire longitudinal qui permet de recueillir la perception et les expériences de violence des femmes journalistes, y compris des journalistes citoyennes. À partir de ces outils, les associations de femmes et de journalistes au Soudan seront en mesure de fournir des conseils juridiques et d'assurer un suivi mieux adapté aux besoins des femmes qui ont survécu à des actes de violence. Le projet comprend aussi des activités de formation sur le traitement des données et la pérennisation des outils.

Au début 2020, nous avons mis au point les outils de collecte de données et les avons adaptés au contexte du Soudan. Vingt et une femmes ont participé à un pilote de l'outil qui a servi à sa calibration et à la préparation des prochaines étapes du projet.

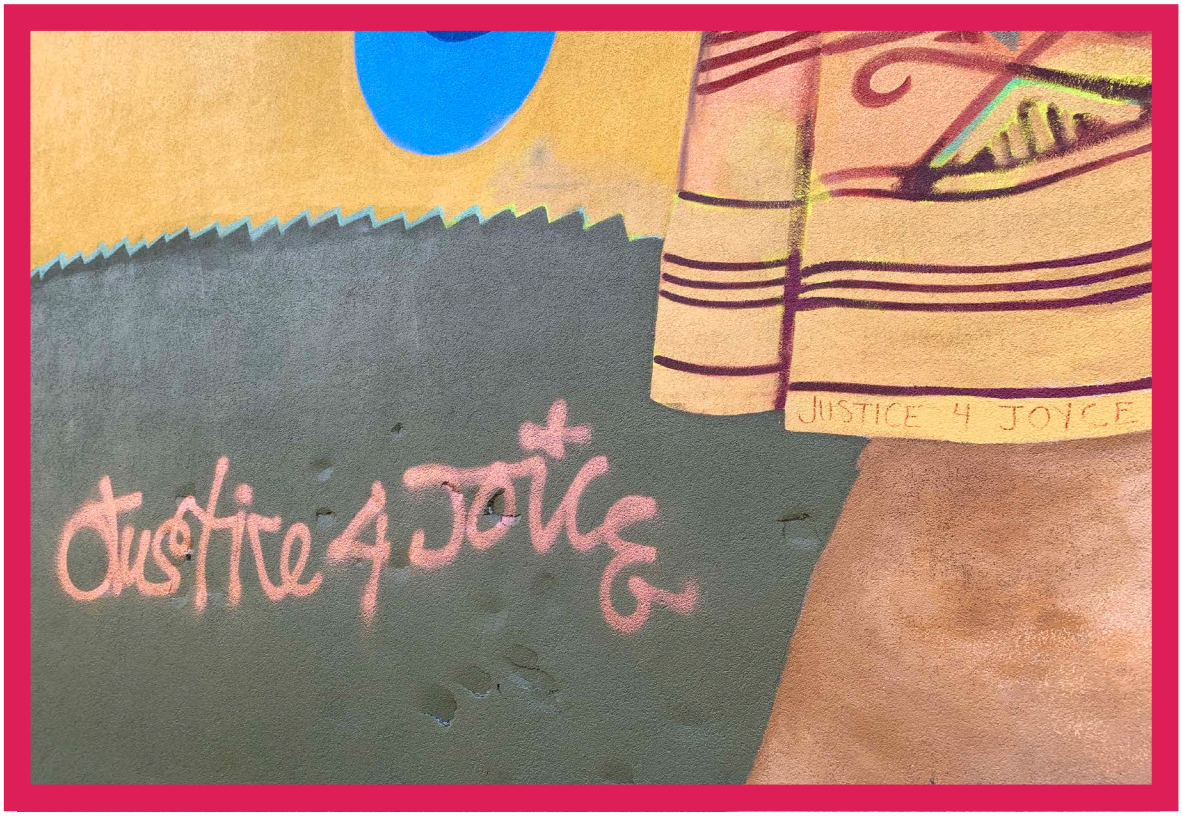
Le Centre Al Alag pour les services de presse a été créé en 2007. Al Alag veut amener les responsables des médias et les autres acteurs impliqués dans le secteur à se pencher sur les questions d'égalité des genres, de droits de la personne et de justice sociale et contribuer ainsi à une plus grande prise en compte du rôle du journalisme comme moteur de changement social.

JUSTICE POUR LES TRAVAILLEUSES DU SECTEUR TEXTILE EN TUNISIE

L'industrie du textile en Tunisie, concentrée principalement dans le triangle formé par les villes de Teboulba, Jemmel et Monastir, représente le troisième secteur économique du pays et emploie environ 200 000 travailleuses et travailleurs.

Depuis 2014, la section du FTDES à Monastir mène un plaidoyer auprès de l'État tunisien afin qu'il respecte son engagement pour défendre les droits des ouvrières du textile, comme ils sont inscrits dans la Constitution du 27 janvier 2014 et dans les conventions internationales.

En 2019-2020, le Fonds d'appui à la communauté (FAC) du programme Québec sans frontières (QSF) a contribué à la création d'une coopérative de réinsertion économique pour les anciennes travailleuses du secteur textile de Monastir.



LA LUTTE AU RACISME SYSTÉMIQUE

Au cours des dernières années, nous avons créé notre politique en matière d'égalité des genres et d'équité raciale et avons mis en place différents espaces pour parler de la montée de l'islamophobie et du racisme systémique afin de démasquer les différentes formes d'oppression. De plus, nous nous sommes engagé·e·s aux côtés de personnes noires, musulmanes et autochtones qui se mobilisent contre le racisme systémique.

En novembre 2019, dans le cadre de notre assemblée générale annuelle (AGA), Norman Ajari, professeur de philosophie à Villanova University, à Philadelphie, a offert une conférence pour nous livrer son analyse inspirée d'une approche afrodécoloniale et nous amener à réfléchir à des questions très actuelles : Que veut dire concrètement la dignité pour les victimes du racisme structurel et institutionnel ? Qu'est-ce qu'une « vie digne » pour les existences noires, les existences « mises à mort » des exclu·e·s ?

Pendant cette même période, nous avons aussi amorcé un dialogue avec Victor Armony, professeur au département de sociologie et chercheur du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ) de l'UQAM, autour de la création d'un observatoire des inégalités raciales pour le Québec. Grâce à un financement accordé par Patrimoine Canada, cette initiative verra le jour en 2021 et réunira plusieurs autres partenaires, notamment le Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC), le Centre des travailleurs immigrants, le Centre justice et foi (CJF) et le Conseil régional FTQ Montréal métropolitain.

Il s'agit d'une étape concrète pour Alternatives, en tant qu'alliée des luttes et des revendications menées par les personnes racisées et les peuples autochtones pour la défense de leurs droits et la construction d'une société plus juste et équitable.

PAIX, DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

Dans des États fragiles qui sont touchés par des conflits et des transitions démocratiques difficiles, nous accompagnons des associations de la société civile et appuyons des initiatives populaires qui visent, d'une part, à restaurer la confiance et le dialogue entre différentes communautés affectées et, d'autre part, à faciliter la participation citoyenne dans les processus démocratiques.

En 2019-2020, nous avons contribué à cet axe au moyen d'une initiative au Sri Lanka et d'un travail de mobilisation soutenu contre le fascisme en Inde.

RENFORCER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES FEMMES AU SRI LANKA

Au Sri Lanka, nous travaillons avec le National Fisheries Solidarity Organization (NAFSO) pour renforcer l'autonomisation des populations déplacées, surtout des femmes cheffes de famille qui ont perdu leur accès à la terre pendant la guerre civile. Au nom de la sécurité nationale, des populations, surtout dans les zones occupées du nord et de l'est, continuent d'être déplacées sans leur consentement et d'être relocalisées sans égard aux impacts de ces déplacements sur leurs moyens de subsistance. Plusieurs personnes sont forcées de vivre dans des campements et des abris temporaires où elles n'ont aucune source de revenus. Les conditions des femmes, dont plusieurs ont perdu leur mari pendant la guerre, sont particulièrement difficiles.

Soutenu par notre partenaire du Québec Mission Inclusion, cette initiative vise à renforcer les moyens de subsistance de quelque soixante-quinze femmes cheffes de famille vivant dans des régions affectées par la guerre, notamment l'est et le sud du pays.

Concrètement, le projet fournit aux femmes ciblées des ressources, du crédit, des compétences dans le secteur de l'entrepreneuriat, ainsi que des connaissances sur des pratiques de subsistance plus durables. Le projet vise aussi à renforcer la participation politique des femmes et à les protéger contre la violence, l'exploitation et la marginalisation. Le renforcement de l'accès à la terre constitue un axe prioritaire.

Pendant l'été 2019, nous avons également offert à l'équipe de NAFSO une formation de cinq jours sur la gestion axée sur les résultats.

LUTTER CONTRE LA MONTÉE DU FASCISME EN INDE

Avec le rétrécissement de l'espace démocratique pour la société civile de l'Inde, des membres de la diaspora indienne et d'autres citoyens aux États-Unis, au Québec et au Canada ont vu l'importance de lancer un nouveau mouvement pour soutenir les résistances en Inde contre la montée du fascisme hinduvta.

Le travail préparatoire amorcé en 2019 a mené le 29 août 2020 au lancement de l'association India Civil Watch International (ICWI). Des membres et employé·e·s d'Alternatives font partie des fondateurs et fondatricews de l'ICWI. Le site d'ICWI offre une vitrine sur les campagnes en cours : https://indiacivilwatch.org/

JUSTICE CLIMATIQUE ET ÉCOLOGIE

Les initiatives réalisées dans ce troisième axe encouragent la convergence de mouvements sociaux traditionnels, de nouveaux mouvements citoyens et de mouvements écologistes et autochtones vers les mobilisations locales et internationales pour la protection des ressources naturelles et la promotion de la justice climatique. Nous facilitons notamment le transfert de compétences et de connaissances en matière d'agroécologie, de gestion des systèmes alimentaires et des déchets et d'agriculture urbaine et de proximité.

Cette année, notre engagement pour la justice climatique et l'écologie s'est concrétisé autour d'activités menées avec nos partenaires de Cuba et du Chili, notre engagement dans les actions pour le climat et notre contribution au Sommet des peuples parallèle à la COP25.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES COMMUNAUTÉS URBAINES DE SANCTI SPÍRITUS

L'embargo imposé à Cuba par les États-Unis et l'effondrement du bloc soviétique au début des années 1990 ont entraîné une grave crise économique et alimentaire sur l'île. Pour y répondre, le pays a délaissé le modèle agricole industriel au profit de pratiques agricoles axées sur la sécurité alimentaire et l'économie locale. Ainsi, dès 1994, la permaculture a été intégrée en milieu urbain.

Mené dans le cadre du programme Québec Sans Frontières (QSF), ce projet vise à créer des jardins de proximité afin d'amener les bienfaits de l'agriculture urbaine dans la sphère familiale et communautaire de la ville de Sancti Spíritus, de lutter contre les îlots de chaleur et d'améliorer la qualité de l'air.

Pendant l'année, au moyen du FAC de QSF, le projet a contribué à accroître les compétences et les connaissances des membres de la collectivité de Los Olivos en matière d'agriculture urbaine et de permaculture, ainsi que de faire émerger de nouvelles pratiques environnementales plus durables (compostage, culture hors-sol et sous serre, collecte d'eaux de pluie, gestion d'espace collectif durable, etc.).

SEMILLAS DE ESPERANZA : AUTONOMISATION DES FEMMES CHEFFES DE FAMILLE

Notre partenariat avec le comité de Allegados Los Conquistadores remonte à plus d'une quinzaine d'années et s'est d'abord matérialisé dans les programmes de stages cyberjeunes et QSF auxquels ont participé plus d'une cinquantaine de jeunes stagiaires du Québec et du Canada. Nous avons également mené ensemble plusieurs activités qui visent à promouvoir les droits des travailleuses et des travailleurs du Chili et à soutenir des initiatives pour l'éducation et l'environnement. À partir de 2017, grâce au programme QSF nous avons soutenu la création de deux projets d'agriculture urbaine dans le quartier de Cerro Navia, réalisés avec le comité de Allegados Los Conquistadores collaboration de la Mairie de Cerro Navia.

Dans la période du rapport, le FAC de QSF a mené à la création d'un jardin scolaire et de projets de verdissement dans la commune de Cerro Navia, à la poursuite des formations sur l'agriculture urbaine, à la création d'outils pédagogiques et à la réalisation d'activités socioculturelles pour dynamiser la participation citoyenne autour de la création d'environnements urbains sains et durables.

ENSEMBLE POUR LE CLIMAT

En 2019, face à l'urgence climatique, de nombreux groupes se sont mobilisés — formés principalement de jeunes — dans le sillage d'un mouvement mondial de grèves pour le climat. En association avec le Réseau jeunesse de l'Assemblée des Premières Nations du Québec Labrador, nous avons mis sur pied une initiative qui vise à créer des liens entre les luttes autochtones et la mobilisation menées par les jeunes grévistes pour le climat ; c'est ainsi qu'est né le projet Ensemble pour le climat, financé par le Secrétariat à la jeunesse du Québec.

Dans le cadre de cette initiative, élaborée avec le soutien de plusieurs associations actives sur les enjeux climatiques (La Planète s'invite au Parlement, La Planète s'invite à l'Université, Greenpeace Québec, Projet de la réalité climatique Canada, la Fondation David Suzuki, Idle No More Québec et le Sierra Club Québec), nous avons organisé deux journées de formation, les 25 et 26 septembre 2019, qui ont réuni 30 jeunes autochtones et allochtones de 18 à 35 ans. Du côté des Premières Nations, ce sont 15 jeunes provenant de plus de dix communautés différentes qui ont participé.

La programmation de la formation a suscité des apprentissages et des échanges pour renforcer la connaissance mutuelle des enjeux environnementaux dans un esprit de décolonisation. Cette formation comprenait notamment un atelier par Sophie Claude Miller sur l'art de mieux comprendre et d'utiliser les possibilités des médias, un atelier sur l'urgence de la crise climatique animé par Patrick Bonin (Greenpeace), des discussions guidées par la militante et communicatrice Melissa Mollen Dupuis ainsi qu'une rencontre-discussion avec David Suzuki dans le Jardin des Premières Nations du Jardin botanique de Montréal.

Le 25 septembre, nous avons tenu une grande soirée publique intitulée Voix autochtones pour le climat, qui a rassemblé plus d'une centaine de personnes. Nos invité·e·s, Tayka Raymond, militante Ojibwe Métis du Manitoba, Ta'Kaiya Blaney, militante écologiste de la nation Tla A'min en Colombie-Britannique, Jamie Felsberg, défenseur actif de l'environnement et Inuk (du réseau Indigenous Climate Action), des jeunes participant·es de la formation et les porte-parole du Réseau jeunesse de l'APNQL, ont abordé la crise climatique du point de vue des droits des Autochtones et ont discuté des liens de solidarité qui renforcent notre lutte commune pour le climat.

Le 27 septembre 2019, une marche historique pour le climat a réuni 500 000 personnes dans les rues de Montréal. Les trente participant·e·s autochtones et allochtones qui avaient pris part à la formation Ensemble pour le climat étaient en tête de contingent, ainsi que la jeune activiste suédoise Greta Thunberg, initiatrice du mouvement « Fridays for future », qui avait exprimé le souhait de marcher aux côtés des Premières Nations. Ces jeunes militant·e·s portaient l'immense banderole Au front pour la Mère terre, To the front lines for Mother Earth, créée spécialement dans le cadre du projet par l'artiste anishinaabe Rachel Thusky-Cloutier.

L'initiative Ensemble pour le climat se poursuivra afin de créer des espaces d'échange, de rencontres et de mobilisation autour de l'action pour le climat et l'écologie, guidée par une posture décoloniale et une profonde volonté de concrétiser la solidarité avec les luttes autochtones.

UNE MOBILISATION POUR LE SOMMET DES PEUPLES EN PARALLÈLE DE LA COP25

En 2019, Alternatives, l'AQOCI et YMCA-Québec ont coordonné une délégation de jeunes Québécois·e·s pour participer au Sommet des peuples qui devait se tenir au Chili en décembre 2019 en parallèle de la COP25. La délégation était formée des dix jeunes mobilisés autour de questions environnementales, y compris deux jeunes autochtones. Plusieurs activités avaient été prévues dans le cadre de cette mobilisation, notamment des ateliers sur l'expérience et la mobilisation de jeunes du Québec dans la lutte contre les changements climatiques, la question de la défense de territoires des peuples autochtones et sur les luttes contre l'extractivisme. En raison du contexte sociopolitique au Chili, la COP25 a été déplacée en Espagne.

NOS EXPERTISES

Nous mettons de l'avant un travail collaboratif qui favorise la mise en commun de connaissances, de savoir et d'expériences entre employé·es, membres du conseil d'administration, stagiaires, consultante·s, bénévoles, partenaires et allié·e·s. Ces contributions nous ont permis de développer des expertises dans des secteurs particuliers qui renforcent l'atteinte de nos résultats, notamment :

- **Le service d'aide à l'emploi pour les personnes immigrantes ;**
- **L'agriculture urbaine ;**
- **Les communications sociales et les médias alternatifs ;**
- **Les stages jeunesse.**

LE SERVICE D'AIDE À L'EMPLOI POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES

Depuis 1997, nous avons développé une expertise en accompagnement des immigrant·es résident·es permanent·e·s et des réfugié·e·s accepté·e·s qui souhaitent intégrer le marché du travail.

Nos services d'aide à l'emploi aux nouveaux arrivant·e·s ont pour objectif de faciliter la transition et l'intégration à l'emploi, de les aider à s'approprier les connaissances du marché de l'emploi québécois et des règles qui le régissent, de leur permettre d'acquérir des expériences de travail et de faciliter l'accessibilité et l'utilisation des services collectifs en ce domaine. Nos services sont personnalisés, gratuits, adaptés aux besoins de notre clientèle et sont offerts en français et en anglais.

En 2019-2020, trente-sept nouveaux immigrant·e·s ont intégré un emploi en bénéficiant d'un service personnalisé. Avec l'arrivée de la COVID-19, en plus des services habituels d'employabilité, nous avons été sollicités pour répondre à des demandes d'information sur de nouveaux services et programmes offerts à l'ensemble de la collectivité, accompagner la révision et l'actualisation d'objectifs professionnels pour mieux répondre aux nouveaux postes apparus avec la pandémie (par exemple, dans le réseau de la santé), mais aussi offrir un soutien personnalisé d'écoute et de conseil dans le contexte du confinement.

CULTIVER MONTRÉAL ET L'AGRICULTURE URBAINE

Nous avons continué notre implication auprès de Cultiver Montréal, un réseau que nous avons cofondé en novembre 2018.

Partenaire incontournable pour la Ville de Montréal dans la mise en œuvre de sa stratégie pour l'agriculture urbaine, Cultiver Montréal est une association multisectorielle qui soutient, encourage et contribue au développement de l'agriculture urbaine par le rassemblement et la concertation des acteurs du milieu, le partage de ressources, ainsi que la promotion, la sensibilisation, la formation et le plaidoyer.

LES COMMUNICATIONS SOCIALES ET LES MÉDIAS ALTERNATIFS

•NOS PUBLICATIONS

Encore cette année, grâce au travail de plusieurs bénévoles issu·e·s de notre base militante, nous avons continué la publication du Journal des Alternatives (JdA), en français, et du bulletin électronique en anglais, le Alternatives International Journal (AIJ). Chacune des publications est disponible sur le web et diffusée tous les mois à près de cinq mille abonné·e·s qui le reçoivent par courriel.

•NOTRE SITE WEB

En novembre 2019, nous avons mis en ligne notre nouveau site web réalisé par Julien Berthier avec le graphisme d'Alex Bédard. Nous avons également actualisé le site web du Journal des Alternatives et organiser le contenu pour optimiser la navigation et mieux l'adapter aux appareils mobiles.

•UN NOUVEAU PROJET DE BALADODIFFUSION

Au cours de l'automne 2019, nous avons commencé le travail autour d'un nouveau projet de baladodiffusion, **Une question d'Alternatives**. Au terme d'une formation en réalisation sonore de six séances en collaboration avec le collectif Sur Place Media, nous avons formé une équipe de collaborateurs et collaboratrices bénévoles qui ont réalisé les différentes séries de balados.

L'offre de balados se décline actuellement en trois premières séries : **Déconfinons les esprits**, une messagerie vocale internationale sur la période de pandémie ; **Climat de résistance**, une série sur le mouvement climatique et les prises de conscience autour d'enjeux environnementaux ; et **Le sang de la terre**, où sont abordées des enquêtes de journalistes qui risquent leur carrière, leur sécurité et parfois même leur vie pour mettre à jour des scandales sur des questions liées à l'environnement.

Officiellement lancée en juin 2020, diffusée sur le site du Journal des Alternatives et accessible sur les principales plateformes numériques de diffusion audio, **Une question d'Alternatives** se poursuivra en 2021, avec l'appui notamment d'un nouveau financement accordé par le MRIF.

•INSAF

L'INSAF (International South Asia Forum) a été créé à la fin des années 1990 par le Centre d'étude sur l'Asie du Sud (CÉRAS), une organisation fondatrice d'Alternatives. Pendant des années, plusieurs groupes de Vancouver, de Toronto, de New York et de Boston participaient à la fédération. Aujourd'hui, l'organisation continue grâce à son bulletin mensuel, INSAF Bulletin, qui est diffusé à plus de 4000 membres tous les mois depuis dix-neuf ans. Alternatives est responsable de la diffusion du bulletin et de son site Internet : (http://www.insafbulletin.net/).

LA FORMATION DE LA RELÈVE

La jeunesse occupe une place intégrale dans l'organisation. Chaque année, une cinquantaine de jeunes réalisent des stages auprès d'Alternatives et de nos partenaires au Québec et dans d'autres régions du monde. Ces stages jouent un rôle important pour former une relève en solidarité internationale et continuent de soutenir notre mission et celle de nos partenaires. Nous intégrons également des stagiaires dans notre programmation nationale pour travailler dans le secteur des communications (Journal des Alternatives, site web et autres), de l'agriculture urbaine, ainsi que dans le programme de stages, la mobilisation et l'organisation d'événements. Nos stages mettent l'accent sur l'action sociale et la compréhension des réalités des pays du Sud, afin de diffuser le message de justice qui anime Alternatives.

En 2019-2020, les stages internationaux ont été financés par Québec sans frontières (QSF) du ministère des Relations Internationales et de la Francophonie (MRIF) et le Programme de stages internationaux pour les jeunes (PSIJ) d'Affaires mondiales Canada (AMC). Dans le cadre des projets QSF, les stagiaires ont contribué à la création d'une coopérative en insertion sociale à Monastir, en Tunisie, et à des activités d'agriculture urbaine dont la construction d'un jardin dans une école au Chili. Pendant l'année, nous avons eu la chance d'accueillir deux jeunes chiliennes qui ont réalisé des stages en agriculture urbaine auprès de partenaires au Québec : le Santropol Roulant, le Crapaud, le Campus MIL et le Carrefour alimentaire Centre-Sud. Dans le cadre du programme PSIJ, des stagiaires ont été déployé·e·s pour contribuer à différents projets, notamment Making a Feminist Internet in Africa convening, une conférence pour les femmes africaines travaillant à la promotion des droits de l'Internet, de l'égalité des sexes et de la liberté d'expression (Afrique du Sud), une cartographie sur différents types de violences en ligne touchant les femmes et les jeunes filles (Philippines), la Conferencia de Violencia de Género en la Red de même que Latinity 2019 — Latin American Women in Technology et Chicas al Frente (Costa Rica), la campagne en ligne 16 days of Activism against Gender Violence, l'initiative Girls not brides (Ouganda), etc.

Au moment des annonces de confinement en mars 2020, nous comptions dix-neuf stagiaires dans près d'une dizaine de pays. Sept stagiaires ont continué leur travail avec nos partenaires de l'Afrique du Sud (APC), de l'Ouganda (SIHA), du Sri Lanka (NAFSO) et de la Tunisie (FTDES, section Monastir), à distance, à la suite de leur retour précipité. Pour l'instant, la mobilité internationale est suspendue, jusqu'aux prochaines consignes des gouvernements du Québec et du Canada. Les stages du programme QSF sont transformés en petits projets avec nos partenaires à Cuba, au Chili et en Tunisie pour soutenir des initiatives locales créées en réponse aux défis posés par la crise sanitaire.

Aussi, en juin, nous avons développé un projet de stages à distance avec l'Université d'Ottawa, avec qui nous réalisions des stages terrains depuis déjà plusieurs années. Ces stages sont réalisés avec des partenaires de l'Inde, de la corne de l'Afrique, de la Palestine et du Sri Lanka, où normalement le déploiement n'est pas possible en raison de restrictions de sécurité. Nous remercions de tout cœur cette jeunesse si résiliente !

LE TRAVAIL EN RÉSEAU : AU CŒUR DE NOTRE APPROCHE

Le travail en réseau et la création de synergies, de nouvelles solidarités et de convergences ont toujours été centraux à notre approche. Encore cette année, nous avons appuyé et facilité la coordination de processus à l'échelle locale, régionale et internationale en vue de promouvoir la collaboration entre différents acteurs et actrices qui luttent pour la justice sociale, économique et climatique, et le respect des droits, de la démocratie et des libertés. C'est au milieu de ces coalitions que nous continuons d'explorer d'autres pistes pour l'humanité afin de créer ensemble un monde plus porteur.

Cette année, nous avons continué notre engagement dans les coalitions suivantes :

→ L'Association pour le progrès dans les communications (APC)

→ L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

→ La Coalition pour que le Québec ait meilleure mine

→ Concertation pour Haïti

→ Conseil International du Forum social mondial

→ Cultiver Montréal

→ Fond d'investissement solidaire international du Québec (FISIQ)

→ Front commun pour la transition énergétique

→ India Civil Watch (ICW)

→ International South Asia Forum (INSAF)

→ Réseau d'intervention humanitaire du Canada

NOTRE IMPLICATION POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

En 2019-2020, notre implication dans le Front commun pour la transition énergétique s'est concrétisée avec notre participation au comité de coordination (CoCo) et surtout lors de l'élaboration de la Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité, le projet Québec ZéN. Ce projet propose la base d'une vision commune de la transition pour atteindre la carboneutralité. Pendant l'année, nous avons aussi participé aux rencontres de la table stratégique pour discuter d'enjeux et de tactiques visant à renforcer la convergence des luttes sur les questions de la justice sociale et climatique.

CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR ALTERNATIVES

12 SEPTEMBRE 2019

SOUDAN : LE BILAN D'UNE RÉVOLUTION

25 SEPTEMBRE 2019

VOIX AUTOCHTONES POUR LE CLIMAT

3 OCTOBRE 2019

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, OÙ EN EST LA TUNISIE ?

16 NOVEMBRE 2019

LA DIGNITÉ OU LA MORT - CONFÉRENCE DE NORMAN AJARI

6 DÉCEMBRE 2019

LANCEMENT DE LA CONVERGENCE DES LUTTES DES SUDS

MAI 2020 :
LA SÉRIE DE WEBINAIRES DIRECTION SUD !

1ER MAI

L'AMÉRIQUE LATINE FACE À LA COVID-19

5 MAI

LE MAGHREB FACE À LA COVID-19

15 MAI

LES CARAÏBES FACE À LA COVID-19

19 MAI

L'AFRIQUE DE L'EST FACE À LA COVID-19

29 MAI

LES AUTOCHTONES FACE À LA COVID-19

Pour suivre nos activités, abonnez-vous à notre infolettre et suivez-nous sur les réseaux sociaux !

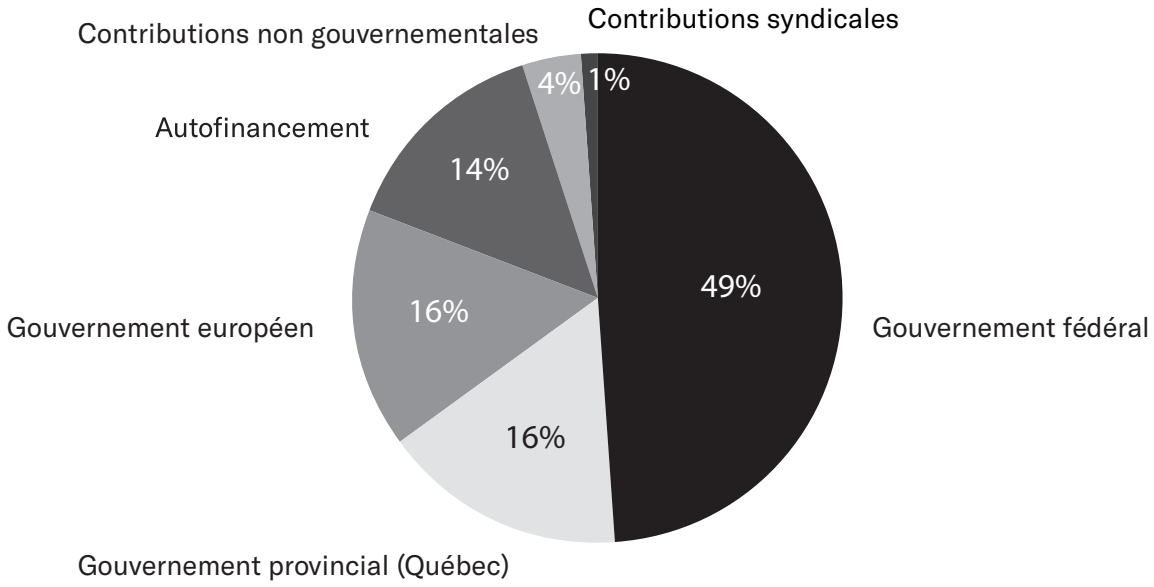
Facebook : /AlternativesMtl
Twitter : @alternativesMTL
YouTube : alternativesNGO

RAPPORT FINANCIER 2019-2020

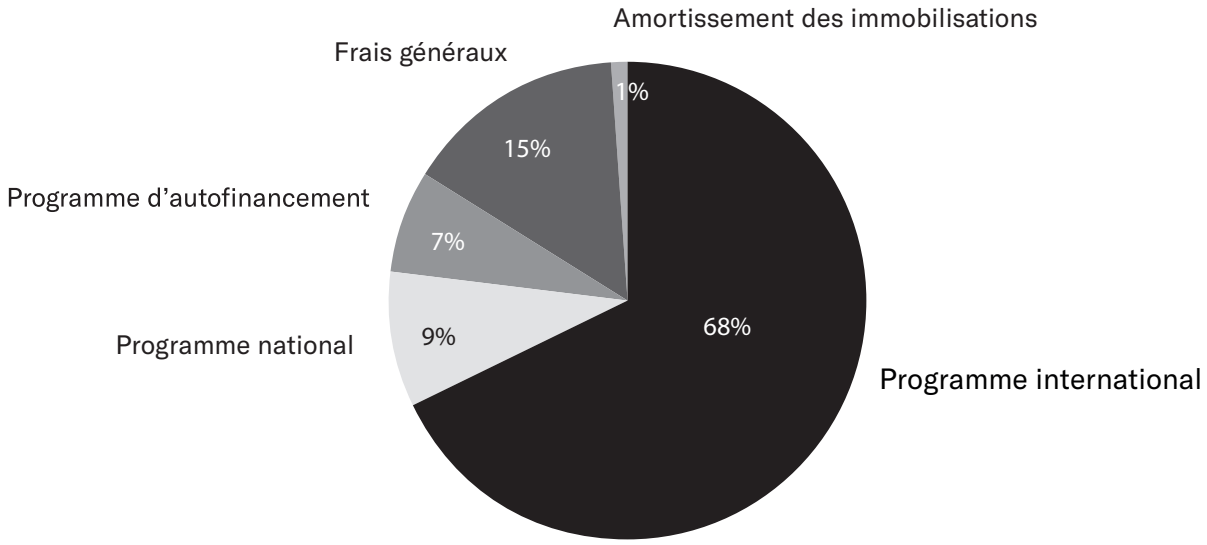
BILAN	2020	2019
ACTIF		
Actif à court terme	956 665 $	1 199 610 $
Immobilisations	375 570 $	387 839 $
	1 332 235 $	**1 587 449 $**
PASSIF ET ACTIF NET		
Passif à court terme	726 924 $	987 341 $
Actif Net	605 311 $	600 108 $
	1 332 235 $	**1 587 449 $**
ÉTAT DES RÉSULTATS		
REVENUS		
Gouvernement fédéral	907 973 $	910 865 $
Gouvernement provincial (Québec)	289 798 $	428 506 $
Gouvernement européen	304 009 $	327 500 $
Contributions syndicales	17 742 $	0 $
Contributions non gouvernementales	66 355 $	19 067 $
Autofinancement	252 606 $	360 081 $
TOTAL	**1 838 483 $**	**2 046 019 $**
DÉPENSES		
Programme international	1 247 598 $	1 527 365 $
Programme national	169 473 $	149 312 $
Programme d'autofinancement	134 505 $	144 210 $
Frais généraux	266 870 $	263 320 $
Amortissement des immobilisations	14 834 $	15 184 $
TOTAL	**1 833 280 $**	**2 099 391 $**
Excédent des produits sur les charges	5 203 $	-53 372 $

RAPPORT FINANCIER 2019-2020 (SUITE)

REVENUS



DÉPENSES



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité exécutif
Pierre-Luc Bouchard (Co-Président du Conseil)
Safa Chebbi (Co-Présidente du Conseil)
Alessandra Devulsky (Secrétaire)
Ana Prancij (Trésorière)
Marie-Josée Béliveau (Administratrice)

Les autres administrateurs et administratrices sont :
Alvaro Vargas
Caroline-Joan Boucher
Franz André
Krystyna Slawecki
Ricardo Gustave

Ces trois membres ont aussi servi sur le conseil d'administration durant l'année :
Abdelhamid Benhmade
Jean-Claude Balu
Rémy-Paulin Twahirwa

ÉQUIPE SALARIÉE

Michel Lambert (Directeur général)
Marianne Archambault-Laliberté (Jeunesse)
Ève Bélanger (Jeunesse)
Myriam Cloutier (Communications et mobilisation)
Estibaliz Dominguez (Adjointe à la programmation — QSF)
Marcela Escribano (Amérique latine et Caraïbes)
Caroline Gros (Développement stratégique)
David Hernandez (Développement stratégique)
Jimmy Lynch (Collecte de fonds)
Feroz Mehdi (Maghreb et Machrek — Asie)
Yasmina Moudda (Administration)
Khadija Mounib (Immigration et employabilité)
Catherine Pappas (Développement stratégique)
Kristy Romain (Jeunesse)

STAGIAIRES UNIVERSITAIRES

Pierre Daveloose Makonga
Anne-Michèle Lajoie
Roberto Ramos

CONTRACTUELS & BÉNÉVOLES

Joseph Dubois
Laurence Caron-Safar
Donna Fabiola Ingabire
Briana N. Fayad

PARTICIPANT·ES QUÉBEC SANS FRONTIÈRES

CHILI
Luis Gomez
Gaëlle de Rocquigny
Gabriele Dumont
Leydis Guerra
Arely Martinez
Myriam Paradis-Lalancette
Emmanuelle Rancourt

TUNISIE
Imen Ayed
Karine Brouillette
Kencia Maeva Darius
Kaoutar Mazigh
Mya-Jade Robert
Juliette Tremblay
Dulce Vivar

CUBA
Catherine Ayotte
Justine Bélanger
Catherine Bérubé
Éric Labonté-Paquet
Félix L'Heureux Bilodeau
Benjamin Quenneville
Antoine Roy-Lemieux
Orane Wells

QUÉBEC SANS FRONTIÈRES - RÉCIPROCITÉ

Sofía Rodríguez Muñoz
Pamela Vargas Rodríguez

PARTICIPANT·ES PSIJ

AFRIQUE DU SUD
Meryem Bezzaz
Marta Kopp
Janny Montinat
Tasnim Rekik

COSTA RICA
Ksenia Voitsekh

ÉQUATEUR
Romy Garrido
Sarah Mraidha

MALAISIE
Selima Mechkere
Justine Pepin
Ines Sayadi

TUNISIE
Karine Jean Baptiste
Cameron McClure
Philippe Plante
Ashley Zver-Volel

SRI LANKA
Camille Brisson Brassard
Kirsten MacMillan
Anne-Pascale Zaimatis

OUGANDA
Briana N. Fayad
Rachel Nixon

COMITÉ DE RÉDACTION & COMITÉ PODCAST — JOURNAL DES ALTERNATIVES

Marianne A. Laliberté
Claudie Arseneault
Eva Axelle Séa
Eva Barroso Riccardi
Meryem Bezzaz
Camille Bui
Léa Carrier
Charles Castonguay
Élizabeth Leier
Rémy-Paulin Twahirwa
Marie Perrier
Fabiola Pinto
Mathilde Quentin
Johan Wallengren

Alternatives
3720, Avenue du Parc, bureau 300
Montréal, Québec, H2X 2J1

Téléphone : 514-982-6606
Sans frais : 1-800-982-6646
Télécopieur : 514-982-6122

RETROUVEZ-NOUS SUR
Facebook : /AlternativesMtl
Twitter : @alternativesMTL
YouTube : alternativesNGO

alternatives.ca

DEVENIR MEMBRE D'ALTERNATIVES C'EST :

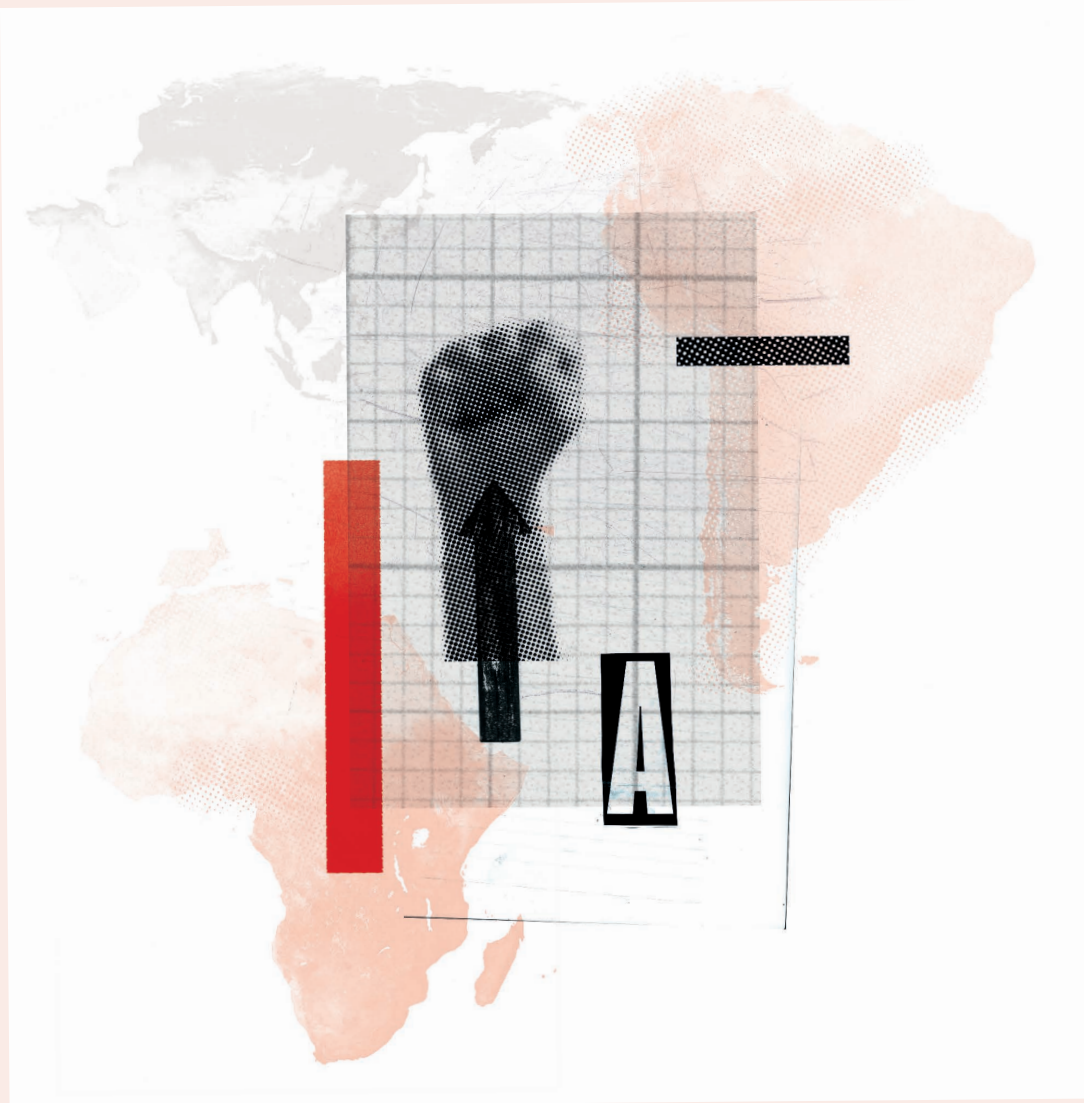
Faire partie d'un mouvement mondial qui défend la démocratie, l'environnement, et les mouvements sociaux pour la dignité des peuples. Être membre d'Alternatives, c'est soutenir la promotion et la construction d'initiatives novatrices des mouvements sociaux luttant en faveur des droits économiques, sociaux, politiques, culturels et environnementaux. C'est aussi un soutien inestimable nous permettant de continuer le travail collectivement !

COMMENT DEVENIR MEMBRE

PAR TÉLÉPHONE
En téléphonant au 514 982-6606 ou au 1-800-982-6646
(lundi au vendredi de 9 h à 17h)

EN LIGNE :
alternatives.ca/devenir-membre

Les membres d'Alternatives font une cotisation mensuelle ou annuelle.



Alternatives

3720, Avenue du Parc, bureau 300
Montréal, Québec, H2X 2J1